

F. 2002 — 149

[C - 2002/27011]

**6 DECEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997
relatif aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, notamment les articles 10, 14, 15 et 24;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997 relatif aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 30 octobre 1997, 4 décembre 1997, 23 juillet 1998, 25 février 1999 et 20 mai 1999;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées, donné le 19 juillet 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 novembre 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 novembre 2001;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'accord-cadre, conclu le 16 mai 2000, pour le secteur non-marchand wallon prévoit une revalorisation importante des salaires du personnel des services du secteur des personnes handicapées applicable le 1^{er} octobre 2000;

Considérant que, aux termes de cet accord, il était prévu, en ce qui concerne l'harmonisation des barèmes, qu'une commission tripartite (Région wallonne, employeurs, travailleurs) examinerait en septembre 2000 le travail réalisé dans les différentes commissions paritaires à propos des échelles de conversion et leur impact budgétaire;

Considérant qu'en date du 15 décembre 2000, le Gouvernement a pris acte des résultats des travaux réalisés par les commissions paritaires concernées par l'accord-cadre précité; qu'à cette même date, il a fixé les enveloppes définitives pour la revalorisation barémique;

Considérant que, en fonction de ces enveloppes, des négociations tripartites se sont tenues pour la définition des modalités d'application concernant les membres du personnel de cadre des entreprises de travail adapté (relevant de la commission paritaire 327);

Considérant que la convention collective de travail du 12 juin 2001, relative à la classification des fonctions pour certains membres du personnel dans les entreprises de travail adapté, a déterminé les échelles barémiques applicables durant la période couverte par l'accord-cadre;

Considérant, en conséquence, que la Région wallonne doit au plus vite octroyer aux services subventionnés concernés les moyens destinés au financement de cet accord afin que les travailleurs puissent en bénéficier;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. L'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 janvier 1997 relatif aux conditions auxquelles les entreprises de travail adapté sont agréées et subventionnées est remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans la limite des crédits budgétaires, l'Agence octroie une intervention dans la rémunération des membres du personnel de cadre suivants :

1° le directeur, pour autant que l'entreprise de travail adapté occupe au moins 25 travailleurs handicapés;

2° les assistants du directeur, à raison d'un assistant par groupe entier de 100 travailleurs occupés;

3° les membres du personnel exécutant des fonctions d'encadrement liées à la production (personnel de maîtrise), notamment les responsables de production et les moniteurs, à raison d'un membre par groupe entier de 10 travailleurs handicapés occupés.

Les membres du personnel exécutant des fonctions d'encadrement liées à la production sont répartis en cinq classes, selon leur niveau de responsabilité :

a) classe 1 : ceux assurant la responsabilité de l'entreprise dans son ensemble; ils dirigent et coordonnent un groupe de personnes qualifiées;

b) classe 2 : ceux assurant la responsabilité de plusieurs divisions; ils dirigent des divisions ou services comprenant plusieurs travailleurs;

c) classe 3 : ceux assurant la responsabilité d'une seule division; ils exercent un contrôle direct sur un groupe de travailleurs hiérarchiquement subalternes et sont responsables de la répartition et du contrôle du travail;

d) classe 4 : ceux assurant la responsabilité d'une activité au sein d'une division; ils exercent le contrôle du groupe dont ils font partie eux-mêmes;

e) classe 5 : ceux travaillant sous la responsabilité directe d'un supérieur hiérarchique; ils exercent un contrôle sur un petit groupe auquel ils appartiennent également au niveau organisationnel;

1° les employés administratifs ou commerciaux, notamment les responsables du personnel, comptables, aides-comptables, secrétaires de direction, rédacteurs, secrétaires sténo-dactylo, responsables commerciaux, à raison d'un employé par groupe entier de 50 travailleurs handicapés occupés;

2° les assistants sociaux, ergothérapeutes ou infirmiers gradués sociaux, à raison d'un assistant social, d'un ergothérapeute ou d'un infirmier gradué social par groupe entier de 100 travailleurs handicapés occupés ou d'un mi-temps pour les entreprises de travail adapté qui occupent moins de 100 travailleurs handicapés.

Pour faire l'objet d'une intervention, le directeur ou la personne physique responsable de la gestion journalière de l'entreprise de travail adapté doit :

1° soit être titulaire d'un diplôme universitaire ou de niveau supérieur non universitaire;

2° soit avoir réussi un examen de niveau 1 ou de niveau 2+ dans la fonction publique.

L'intervention visée à l'alinéa 1^{er} peut être refusée à l'égard des membres du personnel de cadre que l'Agence juge incompétents pour l'exercice des fonctions qu'ils occupent.

L'Agence entend préalablement le membre du personnel et le ou les représentant(s) de l'entreprise de travail adapté. »

Art. 3. Les alinéas 1, 2 et 3 de l'article 15 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Le montant de l'intervention est fixé à 40 % de la rémunération pour les membres du personnel de cadre visés à l'article 12.

Pour un emploi temps plein, le montant trimestriel de la rémunération sur lequel porte l'intervention ne peut être supérieur aux montants suivants :

1° directeur : 455 334 francs (11.287,44 euros);

2° assistants du directeur : 455 334 francs (11.287,44 euros);

3° membres du personnel exécutant des fonctions d'encadrement liées à la production : 293 371 francs (7.272,48 euros);

4° employés administratifs ou commerciaux : 282 177 francs (6.994,99 euros);

5° assistants sociaux, ergothérapeutes ou infirmiers gradués sociaux : 356 246 francs (8.831,11 euros).

Ces montants sont liés à l'indice pivot 128.05 du 1^{er} septembre 2000 et sont réduits de moitié en ce qui concerne les emplois mi-temps. »

Art. 4. A l'article 25 du même arrêté, le membre de phrase « un moniteur, un éducateur, un ergothérapeute ou un niveau 1 » est remplacé par « un moniteur ou un ergothérapeute ».

Art. 5. Les alinéas 1, 2 et 3 de l'article 26 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Dans la limite des crédits budgétaires, l'Agence octroie pour le personnel visé à l'article 25, une intervention fixée à 100 % de la rémunération.

Pour un emploi temps plein, le montant trimestriel de la rémunération sur lequel porte l'intervention ne peut être supérieur aux montants suivants :

1° moniteur : 293 371 francs (7.272,48 euros);

2° ergothérapeute : 356 246 francs (8.831,11 euros).

Ces montants sont liés à l'indice pivot 128.05 du 1^{er} septembre 2000 et sont réduits de moitié en ce qui concerne les emplois mi-temps. »

Art. 6. Un article 26^{ter}, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« § 1^{er}. Pour les travailleurs dont le salaire brut au 31 décembre 2000 était inférieur ou égal aux montants prévus par les échelles barémiques reprises en annexe 1 pour la fonction concernée, l'Agence vérifie si le salaire brut octroyé ultérieurement n'excède pas les barèmes fixés pour la fonction et l'exercice concernés :

— en annexe 1 pour l'année 2001,

— en annexe 2 pour l'année 2002,

— en annexe 3 pour l'année 2003,

— en annexe 4 pour l'année 2004,

— en annexe 5 pour l'année 2005 et les années suivantes.

Si un dépassement est constaté, la rémunération prise en considération pour le calcul de l'intervention est limitée à due concurrence.

§ 2. Pour les travailleurs dont le salaire brut au 31 décembre 2000 était supérieur aux montants prévus par l'une des échelles barémiques reprises aux annexes 1 à 5 pour la fonction concernée, l'Agence prend en compte ce salaire brut dans la rémunération servant de base au calcul de l'intervention. Ce salaire brut est pris en compte tant qu'il dépasse les montants prévus par l'une des échelles barémiques fixées aux annexes 1 à 5 pour la fonction et l'exercice concernés. Lorsque le salaire brut au 31 décembre 2000 augmente, l'Agence vérifie si le nouveau salaire brut n'excède pas les barèmes fixés pour la fonction et l'exercice concernés :

— à l'annexe 2 pour l'année 2002,

— à l'annexe 3 pour l'année 2003,

— à l'annexe 4 pour l'année 2004,

— à l'annexe 5 pour l'année 2005 et les années suivantes.

Si un dépassement est constaté, la rémunération prise en considération pour le calcul de l'intervention est limitée à due concurrence.

§ 3. Les montants fixés aux annexes 1 à 5 sont liés à l'indice pivot 128.05 du 1^{er} septembre 2000. »

Art. 7. L'annexe non numérotée du même arrêté devient l'annexe 6.

Art. 8. Les alinéas 2 et 3 de l'article 30 du même arrêté sont abrogés.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2001.

Art. 10. Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 décembre 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

VERTALING

N. 2002 — 149

[C — 2002/27011]

**6 DECEMBER 2001. — Besluit van de Waalse Regering
tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997
betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de bedrijven voor aangepast werk**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, inzonderheid op de artikelen 10, 14, 15 en 24;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de bedrijven voor aangepast werk, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 30 oktober 1997, 4 december 1997, 23 juli 1998, 25 februari 1999 en 20 mei 1999;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), gegeven op 19 juli 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 november 2001;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 26 november 2001;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989 en vervangen bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de op 16 mei 2000 gesloten raamovereenkomst voor de Waalse non-profitsector voorziet in aanzienlijke loonsverhogingen voor het personeel van de diensten uit de sector van de gehandicapte personen en dat die van toepassing zijn sinds 1 oktober 2000;

Overwegende dat, wat de harmonisatie van de loonschalen betreft, die overeenkomst bepaalt dat een driedelige commissie (Waals Gewest, werkgevers, werknemers) in september 2000 het werk zou onderzoeken dat binnen de verschillende paritaire commissies is verricht m.b.t. de conversieschalen en de budgettaire weerslag ervan;

Overwegende dat de Regering op 15 december 2000 kennis heeft genomen van de resultaten van het werk verricht door de bij bovenbedoelde raamovereenkomst betrokken paritaire commissies; dat ze op dezelfde datum de kredieten voor de harmonisatie van de loonschalen definitief heeft vastgelegd;

Overwegende dat op grond van die kredieten driedelige onderhandelingen zijn gevoerd om de toepassingsmodaliteiten te bepalen voor de leden van het kaderpersoneel van de bedrijven voor aangepast werk (die onder de paritaire commissie 327 vallen);

Overwegende dat de loonschalen die van kracht zijn tijdens de periode waarop de raamovereenkomst betrekking heeft, zijn vastgelegd bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 juni 2001 betreffende de indeling van de functies van bepaalde personeelsleden in de bedrijven voor aangepast werk;

Overwegende bijgevolg dat het Waalse Gewest zo spoedig mogelijk de middelen voor de financiering van die overeenkomst aan de betrokken gesubsidieerde diensten moet verlenen opdat ze ten goede kunnen komen aan de werknemers;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering van 23 januari 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de bedrijven voor aangepast werk, wordt gewijzigd als volgt :

« Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent het Agentschap een tegemoetkoming in de bezoldiging van de volgende leden van het kaderpersoneel :

1° de directeur, voor zover het bedrijf voor aangepast werk minstens 25 gehandicapte werknemers tewerkstelt;

2° de assistenten van de directeur, naar rata van één assistent per groep van 100 tewerkgestelde gehandicapte werknemers;

3° de personeelsleden die begeleidingsfuncties uitoefenen i.v.m. de productie (meesterspersoneel), met name de productieverantwoordelijken en de instructeurs, naar rata van één lid per volledige groep van 10 tewerkgestelde gehandicapte werknemers.

De personeelsleden die begeleidingsfuncties uitoefenen i.v.m. de productie, worden ingedeeld in vijf klassen, al naar gelang de graad van hun verantwoordelijkheid :

a) klasse 1 : de personeelsleden die verantwoordelijk zijn voor de gezamenlijke onderneming; ze staan in voor de leiding en de coördinatie van een groep geschoolde personen;

b) klasse 2 : de personeelsleden die verantwoordelijk zijn voor verschillende afdelingen; ze staan aan het hoofd van een afdeling of een dienst die uit verschillende werknemers bestaat;

c) klasse 3 : de personeelsleden die verantwoordelijk zijn voor één enkele afdeling; ze oefenen rechtstreeks toezicht uit op een groep ondergeschikte werknemers en staan in voor de werkverdeling en voor het toezicht op het werk;

d) klasse 4 : de personeelsleden die verantwoordelijk zijn voor een activiteit binnen een afdeling; ze oefenen toezicht uit op de groep waarvan ze zelf deel uitmaken;

e) klasse 5 : de personeelsleden die rechtstreeks onder een hiërarchische meerdere staan; ze oefenen toezicht uit op een kleine groep waarvan ze eveneens deel uitmaken op organisatorisch vlak;

1° de administratieve of handelsbedienden, met name de personeelsverantwoordelijken, boekhouders, assistent-boekhouders, directiesecretarissen, opstellers, secretaressen-stenotypisten, handelsvertegenwoordigers, naar rata van één bediende per volledige groep van 50 tewerkgestelde gehandicapte werknemers;

2° de maatschappelijk werkers, arbeidstherapeuten of gegradueerd maatschappelijk verplegers, naar rata van één maatschappelijk werker, één arbeidstherapeut of één gegradueerd maatschappelijk verpleger per groep van 100 tewerkgestelde gehandicapte werknemers of van een halftijdse betrekking voor bedrijven voor aangepast werk die minder dan 100 gehandicapte werknemers tewerkstellen.

Om in aanmerking te komen voor een tegemoetkoming moet de directeur of de natuurlijke persoon die verantwoordelijk is voor het dagelijkse beheer van een bedrijf voor aangepast werk :

- 1° hetzij houder zijn van een universitair diploma of van een diploma van het niet-universitaire hoger niveau;
- 2° hetzij geslaagd zijn voor een examen van niveau 1 of 2+ in het openbaar ambt.

Als het Agentschap acht dat de leden van het kaderpersoneel niet bevoegd zijn om hun ambt uit te oefenen, kan de in het eerste lid bedoelde tegemoetkoming geweigerd worden.

Het personeelslid en de vertegenwoordiger(s) van het bedrijf voor aangepast werk worden vooraf door het Agentschap gehoord. »

Art. 3. Het eerste, het tweede en het derde lid van hetzelfde besluit worden gewijzigd als volgt :

« Voor de in artikel 12 bedoelde leden van het kaderpersoneel wordt het bedrag van de tegemoetkoming op 40 % van het loon vastgelegd.

Voor een voltijdse betrekking mag het driemaandelijks bedrag van het loon waarop de tegemoetkoming betrekking heeft, de volgende bedragen niet overschrijden :

- 1° directeur : 455 334 BEF (11.287,44 euro);
- 2° assistent van de directeur : 455 334 BEF (11.287,44 euro);
- 3° lid van het kaderpersoneel dat begeleidingsfuncties uitoefent i.v.m. de productie : 293 371 BEF (7.272,48 euro);
- 4° administratieve of handelsbediende : 282 177 BEF (6.994,99 euro);
- 5° maatschappelijk werker, arbeidstherapeut of gegradueerde maatschappelijk verpleger : 356 246 BEF (8.831,11 euro).

Deze bedragen worden gekoppeld aan het spilindexcijfer 128.05 van 1 september 2000 en gehalveerd in het geval van halftijdse betrekkingen. »

Art. 4. In artikel 25 van hetzelfde besluit worden de woorden "een instructeur, een opvoeder, een arbeidstherapeut of een personeelslid van niveau 1" vervangen door de woorden "een instructeur of een arbeidstherapeut".

Art. 5. Het eerste, het tweede en het derde lid van artikel 26 van hetzelfde besluit worden gewijzigd als volgt :

« Binnen de perken van de begrotingskredieten verleent het Agentschap voor het in artikel 25 bedoelde personeel een tegemoetkoming die gelijk is aan 100 % van het loon.

Voor een voltijdse betrekking mag het driemaandelijks bedrag van het loon waarop de tegemoetkoming betrekking heeft, de volgende bedragen niet overschrijden :

- 1° instructeur : 293.371 BEF (7.272,48 euro);
- 2° arbeidstherapeut : 356.246 BEF (8.831,11 euro).

Deze bedragen worden gekoppeld aan het spilindexcijfer 128.05 van 1 september 2000 en gehalveerd in het geval van halftijdse betrekkingen. »

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt een artikel 26^{ter} ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1. Wat betreft de werknemers van wie het brutoloon op 31 december 2000 lager was dan of gelijk was aan de bedragen die voor de betrokken functie vastgelegd zijn in één van de in bijlage 1 opgenomen loonschalen, gaat het Agentschap na of het later verleende brutoloon niet hoger is dan de loonschalen die vastgelegd zijn voor de functie en het boekjaar waarop ze betrekking hebben :

- in bijlage 1 voor het jaar 2001,
- in bijlage 2 voor het jaar 2002,
- in bijlage 3 voor het jaar 2003,
- in bijlage 4 voor het jaar 2004,
- in bijlage 5 voor het jaar 2005 en de volgende jaren.

Indien een overschrijding wordt vastgesteld, wordt het loon dat voor de berekening van de tegemoetkoming in aanmerking wordt genomen, tot het passende beloop verminderd.

§ 2. Wat betreft de werknemers van wie het brutoloon op 31 december 2000 hoger was dan de bedragen die voor de betrokken functie vastliggen in één van de loonschalen bedoeld in de bijlagen 1 tot 5, neemt het Agentschap dat brutoloon in aanmerking in de bezoldiging die als basis dient voor de berekening van de tegemoetkoming. Het brutoloon wordt in aanmerking genomen voor zover het hoger is dan de bedragen die voor het boekjaar en de functie waarop ze slaan, vastliggen in één van de loonschalen bedoeld in de bijlagen 1 tot 5. Wanneer het brutoloon op 31 december 2000 wordt verhoogd, gaat het Agentschap na of het nieuwe brutoloon de loonschalen niet overschrijft die voor de functie en het boekjaar waarop ze slaan, vastliggen :

- in bijlage 2 voor het jaar 2002,
- in bijlage 3 voor het jaar 2003,
- in bijlage 4 voor het jaar 2004,
- in bijlage 5 voor het jaar 2005 en de volgende jaren.

Indien een overschrijding wordt vastgesteld, wordt het loon dat voor de berekening van de tegemoetkoming in aanmerking wordt genomen, tot het passende beloop verminderd.

§ 3. De in de bijlagen 1 tot 5 vastgelegde bedragen worden gekoppeld aan het spilindexcijfer 128.05 van 1 september 2000. »

Art. 7. De niet genummerde bijlage bij hetzelfde besluit wordt bijlage 6.

Art. 8. Het tweede en het derde lid van artikel 30 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2001.

Art. 10. De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 december 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE



F. 2002 — 150

[C — 2002/27013]

13 DECEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 1997 d'exécution du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle;

Vu le décret du 18 juillet 1997 relatif à la formation professionnelle donnée dans le cadre du programme de transition professionnelle, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 1997 d'exécution du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle, modifié par l'arrêté du 16 juillet 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 1997 d'exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif à la formation professionnelle dans le cadre du programme de transition professionnelle;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 8 octobre 2001;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 17 juillet 2001;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, donné le 9 mai 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 avril 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 mai 2001;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'urgence est motivée par le fait que cet arrêté modificatif est essentiel pour permettre aux bénéficiaires du programme de transition professionnelle d'être informés des modalités relatives à la formation et à l'accompagnement des travailleurs;

Considérant que le FOREm doit pouvoir mettre en œuvre sans délai les actions de formation et d'accompagnement;

Considérant que cet arrêté doit rétroagir à la date du 1^{er} janvier 2001, afin de permettre la continuation des actions de formation et d'accompagnement déjà entamées;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le point 5^o de l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 1997 d'exécution du décret du 18 juillet 1997 créant un programme de transition professionnelle est remplacé comme suit :

« 5^o les Directions régionales de l'Emploi : les Directions régionales de l'Emploi du FOREm. »

Art. 2. L'article 7 du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

« Art. 7. § 1^{er}. Le directeur de la Direction régionale de l'Emploi informe les travailleurs, au moment de l'approbation de leur contrat de travail, des possibilités qui leur sont offertes de bénéficier :

1^o d'une formation destinée à faciliter leur entrée dans l'emploi occupé dans le cadre du présent arrêté :

2^o d'une formation qualifiante articulée au contrat de travail ayant pour objectif de développer des compétences à valoriser en vue de décrocher un emploi durable;

3^o d'un accompagnement durant l'exécution du contrat de travail et d'une aide à la recherche d'un emploi débutant, au plus tard, trois mois avant l'issue du contrat.

Le contrat doit contenir, après négociation avec l'employeur, les horaires de formation déterminés conformément à l'article 9.

Les activités visées à l'alinéa précédent sont assurées par le FOREm ou par un opérateur qui a conclu une convention à cette fin avec le FOREm.

Le travailleur accède gratuitement à ces activités.

§ 2. A l'issue de l'information, visée au § 1^{er}, une convention entre l'employeur, le travailleur et le FOREm est conclue en cas de mise en place d'un plan de formation.

Le modèle de cette convention est approuvé par la Ministre sur proposition du FOREm.